

Athènes, 20-22 juin 2008

Construire l'Europe, construire le monde

Thème I : le développement économique au service du citoyen : l'Europe dans le monde et l'Europe et le monde

Communication : le conflit entre la réalité économique et la pensée sociale.

Auteur : Dr Joan-Francesc Pont Clemente, Université de Barcelone et Académie royale d'Espagne pour les sciences économiques et financières

Résumé : dans ce travail, l'analyse du développement économique au service du citoyen à l'échelle européenne et mondiale se réalise en faisant référence à une inexistante pensée sociale à caractère universel capable de moduler ou de diriger la création d'un cadre économique mondial. La globalisation économique coexiste avec les pensées sociales nationales, voire sectorielles, en conduisant l'économie beaucoup plus loin que ce qui conviendrait aux intérêts des citoyens particuliers. L'essai signale des voies de réflexion humaniste qui aspireraient à avoir la force de guider les changements nécessaires pour conquérir progressivement des améliorations de la qualité de vie.

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, tout d'abord, de féliciter les organisateurs de cette rencontre d'Athènes pour les efforts prodigués afin de la rendre possible, pour la pluralité des origines géographiques et des trajectoires des personnes convoquées pour réaliser des communications et pour la diversité des contenus, inspirée par le respect du libre examen, des propositions soumises à la considération des participants au colloque. Permettez-moi, enfin, de remercier Madame *Ina Piperaki* pour sa tâche infatigable et persévérante de direction et de coordination de la rencontre, à plein temps, pendant des mois.

C'est précisément le principe du libre examen qui est le fil conducteur de l'essai que je soumets à votre considération et à votre appréciation. Je défends l'idée que nous, les professeurs universitaires, nous devons rendre à la société une partie de notre salaire par le biais de la formulation d'idées qui aspirent à être de nouvelles idées, au service du progrès de l'humanité. Il s'agit ensuite de savoir si nous y parviendrons ou non, mais la question, c'est d'essayer de le faire.

Le fait même que le titre de cette première séance de la rencontre se déclare en faveur d'un développement économique au service du citoyen nous questionne sur le fait de savoir s'il peut exister un véritable développement économique qui ne soit pas orienté par la construction de la Cité. Je crois que la réponse n'est pas automatique. En principe, assurément, développement économique et citoyenneté peuvent ne pas aller de pair. Ce fut le cas par exemple dans l'Espagne de Franco entre 1936 et 1975 ou en Pologne et dans la République Démocratique Allemande entre 1945 et 1989, ou dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid*. C'est ce qui arrive aujourd'hui en Chine, avec des résultats exceptionnels.

En réalité, le modèle chinois de développement économique a apparemment remis en question la conception selon laquelle sans démocratie il ne pouvait exister qu'une croissance limitée et incomplète. Cette dernière idée s'est démontrée sans aucun doute dans les trois exemples mentionnés, dont le développement économique, existant et perceptible, s'est vu freiné par la limitation imposée à l'esprit de libre initiative, l'étatisation totale ou partielle des moyens de production, le monopole, le contrôle gouvernemental et la corruption. Dans les trois cas, également, l'instrumentalisation des syndicats contrôlés par le pouvoir a empêché l'existence d'une véritable prise de paroles des travailleurs dans la négociation de conditions de travail dignes et progressivement meilleures. Le développement chinois possède, de toute évidence, certains de ces éléments, mais le pragmatisme de l'appareil politique du Parti communiste chinois et les avantages comparatifs de la globalisation ont permis un développement sans précédents dans un pays aux dimensions extraordinaires.

Néanmoins ce même développement économique chinois, avec l'augmentation de la qualité de vie de ses habitants, l'apparition de nouveaux millionnaires, le contraste avec les

poches de misère et les relations de plus en plus intenses avec le reste du monde, produiront assurément des changements dans la structure politique du pays, et ont, d'une façon ou d'une autre, déjà commencé à donner certains résultats.

Le développement économique est généralement une voie sans retour vers l'exigence pacifique, mais ferme, de l'établissement d'un régime démocratique.

À l'occasion, au contraire, on a voulu forcer la démocratisation d'un pays en évitant, justement, son développement.

À ce propos, je crois que nous devons sérieusement remettre en question l'utilisation du blocus ou du boycott économique – deux cas de figure différents mais qui ont la même finalité, l'asphyxie de l'ennemi – pour les pays dans lesquels le développement économique peut représenter une possibilité pour la construction de la Cité. Dans ce sens, ce fut une grave erreur historique d'accepter ou d'appliquer la politique nord-américaine contre le Nicaragua sandiniste après la révolution anti-somoziste de 1979 ; et je déclare mon soutien à la politique extérieure des pays comme l'Espagne qui permettent l'investissement de capitaux à Cuba, ce qui a aidé de manière décisive à doter l'île d'une excellente infrastructure hôtelière. Le manque de développement économique au Nicaragua a provoqué la pauvreté, la dépendance de l'Union soviétique et l'échec des mouvements réformistes. Cela a également conduit à la corruption dans une partie de l'appareil sandiniste et une corruption tout aussi importante dans un secteur des politiques qui le remplacèrent soutenus par la politique extérieure nord-américaine. Grâce à l'existence d'une infrastructure industrielle minimum d'origine étrangère, le Cuba post-Castro, y compris le Cuba actuel de Raúl Castro, a la possibilité de réaliser une transition politique à la démocratie, comme le firent autrefois l'Espagne et la Pologne, par exemple. On ne peut pas nier que la permission pour les Cubains d'utiliser des téléphones portables et la permissivité nord-américaine pour que les résidents sur le territoire fédéral puissent offrir ces appareils aux membres de leurs familles ont fait beaucoup plus pour la liberté à Cuba que toutes les mesures de harcèlement économique.

Je reconnais que la thèse que je viens d'ébaucher n'est pas pacifique et a provoqué de grands débats encore en vigueur actuellement. Mon approche essaie de se fonder sur le principe d'équilibre entre des valeurs opposées. Il n'existe pas de valeurs absolues, seulement des valeurs qui essaient de vivre l'un avec l'autre, l'un à côté de l'autre. La réduction d'un pays à une situation de misère n'est pas la voie pour le progrès. L'aide extérieure à des régimes totalitaires ne l'est pas non plus. Entre les deux extrêmes, la vertu peut être recherchée dans des modèles permettant l'échange économique, le dialogue social entre représentants de divers pays et l'influence comme une façon de faire progresser les possibilités des options raisonnables d'opposition interne.

Le développement économique conduit, un jour ou l'autre, à la création des conditions favorables à la reconnaissance des droits des citoyens. La situation économique n'était pas la même en Grèce, au Portugal et en Espagne, durant les premières années de brutalité de leurs dictatures respectives que quand elles étaient sur le point d'en sortir. Quand le bien-être matériel, même minime, atteint de larges secteurs de la population, il appelle à l'exercice de la démocratie.

Dans un cadre très différent, le développement économique qui s'est produit en Afrique du Sud durant l'*apartheid* a généré un substrat social capable de trouver son point culminant dans la révolution non violente de Nelson Mandela et de donner naissance à un pays où cohabitent des citoyens de différentes races. Cette constatation ne justifie ni l'*apartheid*, un régime abject, ni ne décrit l'Afrique du Sud comme un paradis sans problèmes, car elle en a et de très graves. Il ne s'agit ici que de noter que le développement peut servir la cause de la liberté. Et j'ai dit peut servir et non qu'il produira nécessairement cet effet.

Dans cette voie, il faut accepter qu'il n'existe aucune garantie que le développement économique exprimé en valeurs quantitatives implique toujours un développement économique à la dimension qualitative. Bien au contraire, nous constatons dans de nombreux pays du monde que le développement économique est associé à la richesse d'une minorité et à la pauvreté d'une majorité et accroît même les différences sociales. À l'échelle mondiale, comme j'essaierai de l'expliquer, ci-après, l'apparition sur le marché des économies émergentes a produit une crise de certains secteurs industriels des

économies traditionnelles et a entraîné la fermeture d'entreprises et la croissance du chômage, au moins tant que n'opèrent pas efficacement les mesures politiques et économiques de reconversion.

J'avance déjà une conclusion : contrairement à la pensée dominante actuellement, le capitalisme n'est pas le moteur du bien-être des nations. Par contre, le capitalisme peut détruire ce bien-être.

L'articulation entre le développement économique et l'amélioration des conditions de vie des citoyens exige l'existence d'une corrélation entre l'espace économique et l'espace politique. Bien entendu, c'est une condition nécessaire mais pas suffisante.

Le premier exemple, c'est l'Union européenne. Elle constitue un espace économique, mais ce n'est qu'un espace politique en construction, une république *in fieri*. Il subsiste, à mon avis, un pouvoir excessif des États au détriment d'un gouvernement démocratique de l'Union, alors que nous ne permettons ni l'existence de ce véritable gouvernement démocratique (dont la Commission n'est qu'une approche), ni la plénitude du pouvoir législatif au Parlement européen élu au suffrage universel direct. Les nationalismes ont mis tant de barrières à la république européenne que nous avons le parlement démocratique le plus grand du monde qui ne peut jouer le rôle constituant et normatif qui lui reviendrait et une Commission européenne, freinée par les intérêts et les quotas nationaux.

La critique d'administration éloignée du peuple, bureaucratisée et chère, qui est souvent lancée contre Bruxelles résulte particulièrement injuste puisque cela est le fait des pouvoirs nationaux, également, bureaucratisés et chers, qui se résistent à céder véritablement leurs compétences à l'Union.

Le manque de correspondance entre l'espace économique et la république européenne permet des paradoxes comme le non au traité de Lisbonne voté récemment par référendum en Irlande, le pays qui a su gérer son appartenance à l'Union de la façon la plus intelligente, efficace et efficiente, ainsi que les fonds structureaux perçus pour convertir un petit pays agricole et archaïque en une puissance économique. Le cas irlandais – beaucoup

plus complexe qu'il n'y paraît – c'est aussi un exemple de l'utilisation de la Constitution nationale contre l'Union européenne, alors que cela aurait pu être tout le contraire : un exemple d'apport des principes représentatifs de la Constitution irlandaise qui contient un respect immense pour le vote de ses citoyens, au patrimoine constitutionnel commun.

J'ai souvent entendu les représentants politiques et les porte-paroles de mouvements sociaux ou de syndicats dire qu'il fallait combattre la globalisation et je rejette cette idée, formulée dans ces termes. Les jours du protectionnisme industriel sont déjà loin, et le protectionnisme agricole dérivé de la politique agricole commune (PAC) ne durera pas très longtemps. Le protectionnisme, celui des industriels textiles catalans du milieu du XX^e siècle, celui des agriculteurs français ou tout autre protectionnisme, peut avoir un sens durant une période limitée, mais à long terme il est condamné à l'échec. Le protectionnisme est la démonstration d'une faiblesse structurelle qui conduit tôt ou tard à l'effondrement si la seule mesure de réforme du système adoptée consiste à conserver les frontières.

Cependant on ne peut passer outre le point de vue de nombreux citoyens de l'Union européenne qui ont vu leurs conditions de vie affectées négativement par les changements dans la structure économique mondiale et qui ont, par exemple, perdu leur emploi, ne jouissent plus d'un poste de travail pour toute leur vie ou subissent les conséquences de la précarisation du marché du travail. Tous ces éléments génèrent insécurité et insatisfaction, même dans les pays ayant un bon système de sécurité sociale, mais ils peuvent aussi conduire au désespoir et au pessimisme chronique dans les pays récemment intégrés dans le club européen.

Les secteurs les plus faibles de la société éprouvent actuellement d'indéniables difficultés pour maintenir des niveaux de qualité de vie acceptables. Ce phénomène ne peut s'expliquer seulement par la simple référence à un ou deux facteurs, car il s'agit d'un problème complexe. Par exemple, la crise économique qui a débuté avec les hypothèques-poubelle aux États-Unis et qui se poursuit avec la hausse du prix du pétrole et la diminution radicale de la construction de nouveaux immeubles, avec ce que cela implique pour les autres secteurs, va assurément générer de nouvelles réflexions sur le présent et sur le futur. Mais maintenant je voudrais souligner que les limitations ou les pertes dans la

qualité de vie des personnes conduisent à la recherche de coupables : normalement le coupable, c'est l'autre, le travailleur émigrant qui faisait jusque-là les travaux que personne ne voulait pour un salaire de misère et qui maintenant semble déranger ; le citoyen d'un autre pays de l'Union qui, soit s'est installé dans une région riche, soit travaille pour un salaire inférieur dans sa région d'origine ; le travailleur, enfin, d'un pays émergent soumis à des conditions de travail non homologables avec celles des pays développés.

Et si le problème est complexe, la réponse ne devrait être ni simple ni grossière. La solution, ce n'est pas le rapatriement des émigrants qui travaillaient jusqu'à présent ici, ni la récupération des frontières internes de l'Union, ni forcer les pays tiers à fermer leurs industries qui ont osé rivaliser avec les nôtres.

Le rôle de l'Europe à l'égard d'elle-même doit être de se découvrir comme une république de citoyens libres, ayant des droits et des obligations. Il faut construire une pensée sociale européenne, sur nos valeurs partagées – essentiellement contenues dans les instruments juridiques de garantie des droits de l'homme -, une pensée sociale fédérale. Cette pensée sociale fédérale est appelée à être l'élément d'union de la citoyenneté européenne qui doit arrêter de se voir comme un amalgame confus de peuples se faisant face pour ressentir la fierté de l'appartenance à une vision politique continentale.

Une société juste et bonne, une société habitable et une république des libertés ne se construisent pas, comme je le signalais, ci-avant, sur l'axe exclusif ou prépondérant du capitalisme. Le capitalisme laissé à son libre développement spontané abandonne des milliers de cadavres des plus faibles sur son chemin. On appelle aujourd'hui ce capitalisme sauvage ressuscité le libéralisme, en employant incorrectement un mot sacré de notre histoire politique. Le libéralisme a construit les états nationaux, a séparé les églises de l'État, a conçu le suffrage universel direct et secret, a remplacé la charité par la politique. Ce que beaucoup appellent aujourd'hui libéralisme, c'est une forme brutale de conservatisme ou de néo conservatisme qui veut donner le coup de grâce à la conception républicaine de la vie politique. Une société bonne se construit au sein d'une république accueillante de citoyens égaux, destinée à promouvoir et à rendre réellement possible le développement intégral de la personnalité de chaque être humain. L'économie est-elle

importante ? Bien sûr. Mais l'économie sans la politique, c'est la jungle. Et la politique sans la philosophie, c'est l'opportunisme. La politique et l'économie doivent être guidées par une pensée sociale mûre capable d'exprimer la vision qu'un collectif humain a de soi-même. Je pense que la république européenne a besoin d'une pensée sociale partagée qui soit le moteur d'une construction de l'Union européenne fondée sur la citoyenneté.

Le second exemple qui mérite notre attention, c'est celui des pays émergents, caractérisés par une économie qui est compétitive dans l'ordre mondial grâce à la flexibilité de son marché du travail et, surtout, aux très bas coûts salariaux. Il ne s'agit pas de se débarrasser de cette question d'un trait de plume, en obligeant – si cette obligation pouvait être imposée – tout le monde à accepter des conditions similaires. Cela ne serait pas correct, car cela empêcherait, précisément, le développement des pays émergents et les condamnerait à la misère. Si dans le cas européen, nous avons vu que la pensée sociale doit être capable de construire une idée commune de la république européenne, dans laquelle les citoyens ne se considèrent plus comme ennemis d'autres citoyens, à l'échelle mondiale, il existe également impérativement la nécessité de construire une pensée sociale à la portée universelle qui soit capable d'envisager le monde comme une république universelle.

Les liens entre l'Europe et le monde peuvent ainsi s'établir comme un mécanisme permettant à l'Europe de se sentir effectivement dans le monde. Malheureusement, ce n'est pas le cas aujourd'hui et l'Europe se contente de panser ses blessures, plongée dans les contradictions de ses nationalismes internes opposés, dans son incapacité à avoir une voix unique dans le concert des relations internationales et dans sa conduite économique contradictoire, selon laquelle, ce sont les opérateurs européens qui profitent de la globalisation pour leur bénéfice particulier, aux dépens de l'Europe.

La pensée sociale européenne doit se construire sur une conception actuelle du monde et doit aspirer à être partagée, en premier lieu, par les élites de tous les autres pays. Il existe un horizon optimiste qui ne sera pas atteint sans efforts, grâce auquel une pensée sociale mondiale serait capable de moduler le fonctionnement de l'économie globale au service de tous les citoyens.

Que personne n'espère un salut partiel, de sa classe sociale ou de sa petite nation. Le salut dans un contexte global doit être global. C'est le défi de l'Europe dans le monde.

Il est vrai que chaque recoin de notre planète se trouve à un moment différent de son histoire, et il n'est pas vrai que chaque société doive rester éternellement comme elle est aujourd'hui. Au contraire, la redécouverte de l'être humain avec lui-même qui a constitué l'axe des Lumières doit se produire dans chacun des pays. Avec sa propre inspiration – chaque culture mérite d'avoir son propre Voltaire –, mais avec le soutien du reste du monde. N'abandonnons pas à leur sort les hérétiques qui réclament le vote des citoyens ou les droits des femmes. Ne nous voilons pas la face et, encore moins, avec l'excuse du respect multiculturel.

La liberté, l'égalité, la justice et le respect du pluralisme social sont des valeurs qui ont leur origine dans la tradition convergente du constitutionnalisme européen et qui aspirent donc à être universelles. Ceci est l'exemple le plus important, même s'il y en a d'autres, de comment les différentes constitutions des pays européens, si elles servent à leur finalité, ne doivent pas s'affronter entre elles (comme on le prétend quelquefois), mais plutôt contribuer à entrelacer leurs coïncidences. Ces valeurs ne peuvent pleinement se développer que sous la vigueur du principe de la laïcité, que nous devons prôner –au-delà des discussions dans lesquelles nous avons l'habitude de nous embarquer – ainsi que sa valeur universelle. L'économie de la globalisation doit se républicaniser en dotant le monde d'une vision commune sur lui-même. Voici le défi.